



INSTITUT INTERNATIONAL DE
RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

des solutions durables pour éliminer la faim et la pauvreté



E S S A I

Agriculture, sécurité
alimentaire, nutrition
et les Objectifs du
Millénaire pour le
Développement

Essai par
Joachim von Braun, M.S. Swaminathan et Mark W. Rosegrant

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI®), créé en 1975, est l'un des 15 centres de recherche sur l'agriculture financés principalement par des gouvernements, des fondations privées et des organisations internationales et régionales, dont la plupart sont membres du Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale.

Agriculture, sécurité alimentaire, nutrition et les Objectifs du Millénaire pour le Développement



par Joachim von Braun,
M. S. Swaminathan,
et Mark W. Rosegrant



En 2000, les États membres des Nations Unies se sont engagés à créer un « monde plus pacifique, prospère et juste » afin de « libérer nos semblables, hommes, femmes et enfants des conditions ignobles et déshumanisantes de l'extrême pauvreté », de faire « du droit au développement une réalité pour chaque individu » et, enfin, de mettre « la race humaine entière à l'abri du besoin ».

S'agit-il seulement de nouvelles paroles bien attentionnées? Peut-être pas car, cette fois, la déclaration jointe des États membres a défini huit objectifs – les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ; en outre, chaque objectif cible un certain nombre de résultats mesurables et devant être accomplis d'ici 2015. Ces objectifs visent une amélioration significative de la vie des populations pauvres du globe, en prenant pour référence, dans la plupart des cas, leur situation en 1990.



Il y a un besoin immense de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Aujourd'hui, 1,1 milliard d'individus vivent avec moins de 1 dollar par jour (seuil de pauvreté internationalement accepté). Ils sont 430 millions en Asie du Sud, 325 millions en Afrique subsaharienne, 260 millions en Asie de l'Est et Pacifique et 55 millions en Amérique Latine. De trop nombreux enfants ont des vies marquées par la faim et la maladie et, trop souvent, meurent prématurément. De plus, 1,6 milliard d'individus ont entre un et deux dollars par jour pour vivre, et il n'est

pas rare qu'ils tombent momentanément au-dessous du seuil critique de 1 dollar par jour. Pour permettre à ces personnes de vivre dans la dignité, les huit objectifs du Millénaire pour 2015 sont :



1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies
7. Assurer un environnement durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Ces objectifs, tous indispensables, nécessitent la mise en place d'actions complexes et coordonnées. Mais comment parvenir au mieux à 2015, avec un programme aussi ambitieux et essentiel ?

Concevoir un développement fondé sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle

La stratégie la plus efficace pour accomplir des progrès constants et durables dans la lignée des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) est de travailler sur l'ensemble des objectifs à la fois. Cependant, cette stratégie n'aura pas d'effet sur le terrain sans, au préalable, une définition soignée d'une combinaison de technologies et de services propre à chaque objectif. Le Groupe de Travail sur la Faim (qui conseille sur les moyens de réduire de moitié la faim dans le monde d'ici 2015) fournit une aide pour la mise en place coordonnée des actions relatives à ce thème. Poursuivre chaque objectif séparément sans reconnaître ses interconnexions avec les autres objectifs réduirait le processus complexe de développement humain et économique à une série d'interventions fragmentées, contradictoires et non durables. Le moment est venu d'adopter une approche globale et harmonieuse du développement.

Parce que les pauvres vivent majoritairement dans les villages, ou dépendent de l'agriculture, et que l'agriculture ouvre la voie à la croissance économique dans les pays les plus pauvres, le développement agricole et rural est à la base d'une amélioration des indicateurs économiques et sociaux sur lesquels les OMD mettent l'accent.

En réalisant les OMD, nous devons rechercher l'élimination de la faim, de la pauvreté et de la malnutrition infantile et maternelle. À cet égard, une attention toute particulière doit être portée à la prévention de la sous-nutrition et de la malnutrition maternelle et fœtale, responsable des faiblesses pondérales à la naissance qui nuisent à la santé, réduisent les capacités cognitives et privent les pays d'adultes sains et productifs. La malnutrition en micronutriments est l'un de ces problèmes 'de faim' les plus aigus et dévastateurs.

Mettre l'accent sur la santé et la productivité des personnes exige de s'attaquer non seulement à la sécurité alimentaire en général, mais aussi à la sécurité nutritionnelle — c'est-à-dire l'accès économique, physique, social et environnemental à



un régime alimentaire équilibré et à l'eau potable — au niveau de l'individu, que ce soit l'enfant, la femme ou l'homme. Nous devons donc revoir notre interprétation des OMD et promouvoir une réduction, dans tous les pays, du nombre absolu de personnes vivant dans des conditions inadéquates plutôt qu'une seule réduction en termes relatifs. L'objectif du Sommet Mondial de l'Alimentation, par exemple, est de réduire le nombre absolu, et non la proportion, de personnes souffrant de la faim.

En dépit de ces contraintes pesant sur la délimitation des tâches à entreprendre, les OMD peuvent être utilisés pour mettre en œuvre un programme d'actions destiné aux pays en développement et à la communauté internationale. Ils offrent en effet une ligne de conduite pour la planification et la mise en place d'un large éventail d'actions pour le développement.

Comment l'amélioration de l'agriculture, de la nutrition et de la sécurité alimentaire peut-elle aider au développement ?

Nous devons atteindre plus rapidement un développement humain et économique durable ; c'est là un principe fondamental devant servir l'ensemble des OMD. Une agriculture et un développement rural préservant l'environnement constituent les éléments clés de cette perspective. Quelles sont les relations — directes et indirectes — entre l'agriculture, la nourriture, la sécurité alimentaire et les OMD, et comment peuvent-elles être favorablement renforcées ?

OMD1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim

Parmi les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement, celui prônant la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim est celui qui dépend le plus de l'agriculture (L'OMD 1 entend réduire de moitié la faim et la pauvreté dans le monde d'ici 2015, par rapport à 1990).

L'équation agriculture-faim-pauvreté

Eradiquer la faim et la pauvreté requiert une compréhension des liens entre ces deux injustices. La faim, et la malnutrition qui y est associée, empêche les populations pauvres d'échapper à l'engrenage de la pauvreté parce qu'elle limite les capacités d'apprentissage, de travail et de soin des individus et de leurs familles. Sans intervention, la faim enclenche des conditions qui perpétuent la malnutrition, réduisent la capacité des adultes de travailler et de mettre au monde des enfants bien portants ; elle érode aussi les aptitudes des enfants à apprendre et à mener une vie productive, saine et heureuse. Le développement humain ainsi tronqué porte préjudice au potentiel de développement économique d'un pays pour des générations.

Il existe donc des liens forts et directs entre la productivité agricole, la faim et la pauvreté. Les trois quarts des populations pauvres du monde vivent en milieu rural et dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. La faim et la malnutrition infantile sont plus graves dans les régions rurales qu'en zone urbaine. En outre, plus la proportion de la population rurale dont les revenus dépendent uniquement de cultures vivrières est grande (sans accès aux technologies favorables aux pauvres et aux marchés), plus les cas de malnutrition sont répandus. Par conséquent, l'amélioration de la productivité agricole des petits cultivateurs bénéficiera d'abord aux pauvres des zones rurales.

Avec une meilleure productivité agricole, les cultivateurs accroissent leur production alimentaire, se nourrissent mieux et, dans des conditions commerciales équitables, génèrent des revenus plus élevés. Avec plus d'argent, ils sont davantage enclins à diversifier leur production et à cultiver des produits à plus forte valeur ajoutée, ce qui est également bénéfique à l'ensemble de l'économie.



Une plus grande disponibilité des produits agricoles devrait aussi se traduire par une baisse des prix et la possibilité pour les pauvres des zones rurales et

urbaines d'assurer leurs dépenses essentielles en nourriture à un moindre coût. Dépenser moins pour se nourrir permet aux pauvres sans terre d'investir dans des biens, ce qui les aide à accroître leurs revenus et résister aux futures crises économiques. Cette sécurité financière, qui libère les populations pauvres des effets négatifs de la faim et de la malnutrition, est une base solide de la croissance économique. L'essor du secteur agricole facilite également la création d'emplois dans d'autres secteurs, comme la transformation alimentaire et le commerce, créant ainsi des retombées économiques dans l'économie non agricole.

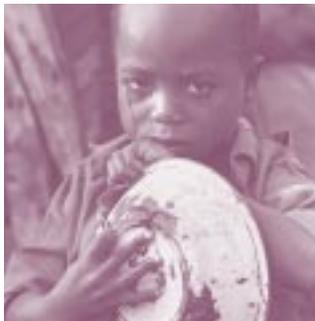
En augmentant les revenus et la disponibilité des produits alimentaires, tout en contribuant à la diversification des biens des ménages et à la croissance économique, une meilleure productivité agricole et des politiques au profit des pauvres peuvent briser le cercle vicieux pauvreté-faim-malnutrition.

Des travaux de recherche empiriques montrent clairement les bénéfices des gains de productivité agricole. En Afrique, par exemple, une augmentation de la productivité de 10 pourcent est associée à une réduction de la pauvreté de 7,2 pourcent. En Inde, on estime que de tels gains de productivité réduiraient la pauvreté de 4 pourcent à court terme et de 12 pourcent à long terme.

Progrès et perspectives pour la réduction de la pauvreté et de la faim

Les liens indissociables existants entre la croissance agricole et la baisse des taux de pauvreté et de faim méritent un examen attentif au plus haut niveau de décision politique, vu le bilan récent plutôt mitigé des OMD 1. Les tendances actuelles indiquent un besoin urgent d'accroître les efforts pour la réduction de la malnutrition infantile et, au minimum, de maintenir l'effort général en cours pour la réduction de la pauvreté et de la faim.

Au cours de la dernière décennie, la proportion et le nombre absolu de personnes souffrant de pauvreté et de faim ont diminué à l'échelle mondiale. En 2001, le nombre de personnes vivant avec moins de un dollar par jour a diminué de 126 millions, comparé à 1990, ce qui représente une baisse de la proportion mondiale de personnes pauvres de 28 à 21 pourcent. Selon les dernières données (1999 à 2001) de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), la proportion de personnes souffrant de faim est passée de 20 à 17 pourcent depuis 1990, soit 19 millions de personnes en moins vivant dans l'insécurité alimentaire. De même, entre 1990 et 2000, la malnutrition chez les enfants d'âge préscolaire (la proportion d'enfants d'âge préscolaire présentant un déficit pondéral est un des indicateurs de la faim que proposent les OMD) est passée de 30 à 25 pourcent. En termes absolus, il y a 26 millions d'enfants mal nourris de moins dans le monde depuis 1990.



Toutefois, on sera loin d'une diminution de moitié du nombre de personnes mal nourries entre 1996 et 2015 tel que stipulé au Sommet Mondial de l'Alimentation. La proportion de personnes souffrant de la faim pourrait descendre à 11 pourcent en 2015 alors que les OMD se sont fixé 9,9 pourcent. Concernant la pauvreté, les

estimations varient entre environ 13 à 15 pourcent de personnes vivant toujours en dessous du seuil de pauvreté en 2015, comparé à la cible des OMD d'une réduction de moitié de la pauvreté en partant d'un niveau de 27,9 pourcent. Si rien ne change, le pourcentage d'enfants d'âge préscolaire mal nourris tombera à 24 pourcent, alors qu'il ne devrait pas dépasser 15 pourcent. À l'échelon régional, d'énormes disparités subsisteront dans les progrès réalisés : si la Chine sera la principale force motrice permettant d'approcher les OMD au plan mondial, à l'autre extrême, l'Afrique subsaharienne stagnera ou perdra du terrain.

Toutefois, ces tendances générales cachent une répartition inégale des progrès réalisés dans les années 1990 à l'échelle régionale et nationale. Tandis qu'il y a moins de personnes pauvres, souffrant de la faim et mal nourries en Asie et en Amérique Latine, en nombre absolu et en pourcentage (à part le nombre inchangé de pauvres en Amérique latine), la situation s'est détériorée en Afrique subsaharienne et en Europe de l'Est. En Afrique subsaharienne, le nombre de personnes vivant avec moins de un dollar par jour s'est accru de 89 millions, 33 millions de personnes supplémentaires souffrent de la faim et 6 millions d'enfants d'âge préscolaire de plus présentent un déficit pondéral. En Europe de l'Est, les chiffres sont moins choquants du fait des conditions initiales, mais les tendances générales suggèrent que de sérieux problèmes existent dans le processus de développement de la région.

Si les tendances actuelles persistent, le monde restera légèrement en deçà des OMD, pourtant modestes, de réduction de la faim et de la pauvreté.

En résumé, à moins d'un changement structurel drastique, les projections montrent qu'en 2015, 600 millions de personnes dans les pays en développement souffriront toujours de faim, 900 millions continueront à vivre dans la pauvreté absolue et 128 millions d'enfants d'âge préscolaire seront mal nourris.

Nous ne devons pas, cependant, nous résigner devant cette perspective. D'autres projections montrent qu'avec des investissements et des politiques appropriés, la malnutrition peut se résorber plus rapidement. Ainsi, selon un 'scénario du type OMD' — taux de croissance économique et agricole raisonnablement plus élevés, plus d'investissements dans les secteurs sociaux, notamment la santé publique et l'éducation, ainsi qu'une réduction de moitié des personnes n'ayant pas accès à l'eau potable ou à un système sanitaire de base (OMD 7) — le niveau global de la malnutrition tomberait à 16 pourcent, chiffre proche de celui ciblé par les OMD (voir encadré page 5).

QUEL VA ÊTRE LE COÛT D'UNE RÉDUCTION DE MOITIÉ DE LA MALNUTRITION INFANTILE?

Quelles sont les conséquences en termes d'investissements d'une réduction de moitié de la malnutrition infantile d'ici 2015, conformément aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) de diviser par deux, entre 1990 et 2015, le nombre de personnes souffrant de la faim ?

IMPACT-WATER, le modèle alimentaire global de l'IFPRI, permet de projeter les résultats de différentes politiques économiques et scénarios d'investissement. Le modèle présume que le moyen le plus efficace de réduire la faim, la pauvreté et la malnutrition est d'investir dans cinq secteurs – la construction de routes en zone rurale, l'éducation, la fourniture d'eau salubre, la recherche agricole et l'irrigation. Le coût des améliorations dans ces cinq domaines entre 1990 et 2015 ont été estimés par pays et par région, sur la base des données disponibles relatives aux coûts de mise à disposition de ces investissements essentiels. Ils sont indiqués dans le graphique 1, qui présente deux scénarios : un scénario de base (où rien ne change) et un scénario aligné sur les OMD, dans lequel la proportion d'enfants mal nourris est réduite de moitié dans presque tous les pays en développement.

Comme prévu, le scénario OMD escompte des hausses d'investissements dans ces cinq secteurs-clés pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Des investissements inchangés entre 1990 et 2015 correspondraient à un niveau de dépense de 430 milliards de dollars US pour l'ensemble des pays en développement, alors que réduire de moitié la malnutrition infantile coûterait 591 milliards de dollars US, soit seulement 161 milliards d'investissements supplémentaires.

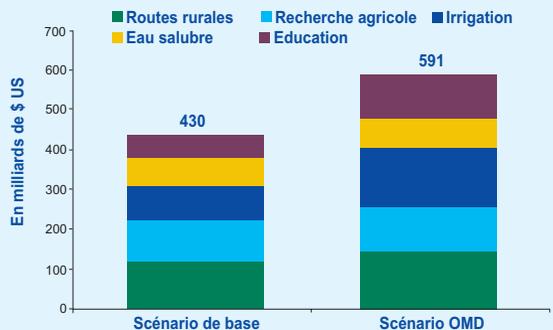
Dans le scénario de base, les routes rurales représentent 28% du total des investissements, la recherche agricole et l'irrigation respectivement 24% et 21%, la fourniture d'eau salubre 15% et l'éducation 12%. Dans le scénario OMD, la part de l'éducation dans les investissements totaux augmente de 20%, sous l'effet de la scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie. Le montant en dollars US de l'éducation fait plus que doubler, et passe de 51 milliards à 119 milliards de dollars. Les investissements dans la construction de routes rurales, les infrastructures d'irrigation et la recherche agricole augmentent également, de manière à atteindre les niveaux beaucoup plus élevés de productivité agricole que ce scénario suppose.

Les investissements pour la fourniture d'eau ne changent guère, le scénario de base enregistrant déjà de bons niveaux d'accès à l'eau potable. Le scénario OMD demande seulement 1,5 milliard de dollars US en plus, pour la plus grande part destinés à l'Afrique subsaharienne, avec un impact d'une grande portée.

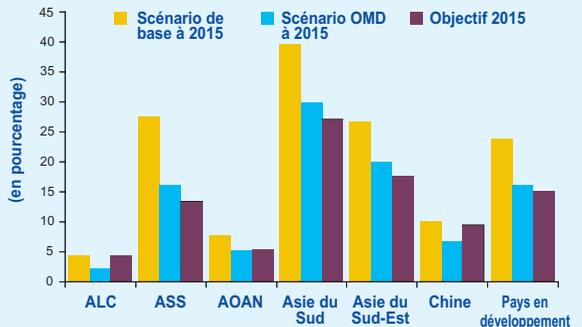
Des montants relativement faibles sont nécessaires pour la recherche agricole afin d'atteindre les OMD 2015, ceci s'expliquant par le long délai entre l'investissement dans la recherche et les effets sur les productions; cependant, une augmentation des investissements sera essentielle pour pourvoir aux besoins en production agricole et animale au-delà de 2015.

Cela vaut la peine de répéter que s'approcher de l'objectif mondial relatif à la malnutrition infantile, en particulier en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud, ne requiert qu'un supplément en investissements de 161 milliards de dollars, c'est-à-dire environ 16 milliards de plus par an que le niveau des dépenses actuelles.

Graphique 1 Estimation des coûts de mise en oeuvre des scénarios de base et OMD 2015 – Pays en développement



Graphique 2 Malnutrition infantile dans les pays en développement par région. Scénario de base, Scénario OMD et Objectif 2015



Note : ALC = Amérique Latine et Caraïbes ; ASS= Afrique subsaharienne ; AOAN = Asie de l'Ouest et Afrique du Nord



Augmenter la productivité agricole et tirer profit de l'agriculture

Augmenter les taux de productivité agricole va de pair avec l'utilisation de semences et autres technologies agricoles adaptées aux conditions agro-climatiques locales, à la main-d'oeuvre et aux besoins commerciaux des petites exploitations agricoles. Ces technologies, qui doivent être compatibles avec la protection de l'environnement, proviendront tant des nouvelles approches scientifiques que des techniques conventionnelles comme, par exemple, les modifications génétiques scientifiquement éprouvées et sans danger pour l'environnement. L'innovation agricole doit augmenter les rendements et réduire les coûts environnementaux tout en restant à la portée des petits exploitants. Dans beaucoup de régions, les terres, devenues moins productives en raison d'un appauvrissement en nutriments, ont besoin d'être régénérées, d'où la nécessité d'entreprendre des recherches sur la régénération des sols et la lutte contre les pertes en nutriments. Des systèmes de recherche nationaux et internationaux renforcés pourront innover sur tous ces fronts et servir les agriculteurs pauvres.

Comment les populations vulnérables peuvent-elles bénéficier le plus significativement d'une productivité agricole accrue ? L'expérience montre que

certaines conditions sont déterminantes. Augmenter plus rapidement une croissance économique tirée par le secteur agricole nécessite la mise en place de politiques macro-économiques et commerciales favorables, de bonnes infrastructures, un accès au crédit, à la terre et aux marchés. Ces conditions créent un environnement économique favorable, et autant d'incitations pour les agriculteurs à adopter des technologies nouvelles et durables et à diversifier leur production, en optant pour des cultures à plus haute valeur ajoutée, leur permettant ainsi d'augmenter leurs revenus et de s'extraire de la pauvreté.

Outre des politiques économiques et agricoles en faveur des pauvres, l'agriculture, comme les autres secteurs, a besoin d'une bonne gouvernance, d'absence de conflit, d'un bon fonctionnement des marchés et d'un secteur privé en expansion.

En référence à ce dernier point, les institutions de développement et les milieux d'affaires reconnaissent de plus en plus que les OMD ne pourront être réalisés, et l'entrepreneuriat privé s'épanouir, sans une plus grande et plus équitable participation des pauvres aux marchés. Dans de nombreux pays en développement, les petits producteurs font face à une détérioration de leurs termes de l'échange, supportant un accroissement du prix de leurs intrants sans amélioration parallèle du prix de vente



de leurs produits. De meilleurs cadres nationaux de régulation permettraient d'intensifier la concurrence entre les fournisseurs d'intrants essentiels tels que les semences et les engrais. De plus, l'élimination des barrières commerciales sur les produits agricoles, en particulier sur les produits à forte valeur ajoutée, encouragerait un plus grand nombre d'entrepreneurs privés à investir dans l'agro-industrie. Des marchés et un secteur privé dynamiques procureraient des emplois spécialisés et mieux rémunérés aux pauvres sans terres et généreraient de nombreuses sources de revenus dans les secteurs agricole et non agricole.

L'idée d'attirer les entreprises internationales vers les marchés des pays en développement n'est pas nouvelle mais, de nos jours, les attentes ont changé, largement parce qu'il a été compris que la croissance économique seule n'aura pas nécessairement un impact positif sur les populations pauvres. Pour générer les transformations économiques requises, la participation du secteur privé devra donc se faire selon un mode d'opération spécifique. Ainsi, les entreprises privées sont de plus en plus tenues de respecter les principes de gouvernance environnementale, sociale et entrepreneuriale qui mettent l'accent sur les pratiques commerciales conformes au développement durable et l'adhésion aux normes de l'emploi. Le secteur privé et les groupes économiquement désavantagés ne pourront profiter mutuellement des activités de consommation, d'emploi et d'entrepreneuriat qu'avec l'adoption de ces normes et pratiques.

Sans une bonne gouvernance, des marchés équitables, et les autres conditions essentielles mentionnées plus haut, les agriculteurs pauvres ont peu de chances de gagner des revenus décents et de s'assurer un régime alimentaire équilibré, pour eux-

mêmes et leurs familles. Les secteurs non agricoles ressentent les effets négatifs d'une agriculture peu performante ou en déclin. Rappelons-nous que des gains significatifs de productivité agricole ont été à l'origine du développement économique de nombreux pays.

OMD 2. Assurer l'éducation primaire pour tous

L'éducation est cruciale pour le développement humain et économique. La réalisation de l'OMD sur l'éducation exige de prendre en compte les liens existants entre l'agriculture, la nourriture et la sécurité alimentaire. Les familles pauvres, souvent, ne peuvent pas se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école. Les frais de scolarité et les coûts associés à l'éducation – ainsi les coûts d'opportunité de l'éducation qui poussent les enfants à travailler pour gagner de l'argent, aider aux tâches ménagères ou aux activités agricoles – sont parfois prohibitifs. Il faut donc adopter une stratégie à trois facettes pour faire face au dilemme qu'affrontent les familles démunies : premièrement, nourrir les enfants qui vont à l'école ; deuxièmement, inciter les parents par une aide en nature ou monétaire et fournir des services sociaux (tels que les crèches) pour les mères qui travaillent; enfin, améliorer la productivité et le fonctionnement des marchés agricoles afin d'assurer un accès et un approvisionnement suffisants en nourriture.

Nourrir les enfants à l'école a d'excellentes retombées du point de vue éducatif. Dans un programme alimentaire scolaire au Bangladesh, par exemple, les effectifs ont augmenté de 35 pourcent (avec une augmentation notoire de 44 pourcent pour les filles), comparés aux 7 pourcent d'augmentation dans les écoles où le programme n'était pas disponible. Des améliorations similaires dans les taux d'inscription, de présence et de rétention scolaire ont été observées dans de nombreux autres programmes alimentaires qui soutenaient la scolarisation dans les pays en développement. L'expansion de programmes de ce type constituerait une avancée certaine vers la réalisation simultanée des OMD relatifs à l'éducation et à la faim.

Il y a d'autres relations positives entre l'éducation et l'agriculture. En augmentant les niveaux de revenu des agriculteurs, leur permettant d'embaucher de la



DES TRAVAUX DE RECHERCHE MONTRENT QUE L'ÉDUCATION DES FILLES ET UNE AMÉLIORATION GÉNÉRALE DU STATUT DES FEMMES CONTRIBUENT À AMÉLIORER DE FAÇON SIGNIFICATIVE LE STATUT NUTRITIONNEL DES ENFANTS.

main d'œuvre ou d'investir dans des technologies moins demandeuses de main-d'œuvre, l'accroissement de la productivité agricole aide les parents en zone rurale à scolariser leurs enfants. Une croissance économique tirée par l'agriculture aura également un impact plus large grâce à la création d'emplois dans les secteurs de transformation alimentaire pour des personnes éduquées et ayant une formation professionnelle. L'agriculture se développant, les agriculteurs produiront des produits à plus haute valeur ajoutée, y compris des produits d'origine animale comme le lait. Ceci augmentera la demande en main d'œuvre qualifiée dans ce secteur car ces types de produits exigent des conditions de production et de commercialisation spécialisées. Ces changements sectoriels rendront l'investissement dans l'éducation des enfants plus intéressant pour les parents.

La croissance du secteur agricole incitant les familles à scolariser leurs enfants, plus de filles pourront aller à l'école. Ce résultat est particulièrement important pour le bien-être des enfants (OMD 1– 4). Les travaux de recherche montrent que la scolarisation des filles et l'élévation du statut de la femme contribuent de façon significative à l'amélioration de la situation nutritionnelle des enfants. Mais parce que les filles constituent la majorité des abandons scolaires — ou plutôt y sont-elles poussées — notamment parce qu'elles s'occupent des jeunes enfants, la poursuite de leurs études dépend souvent de la disponibilité des structures d'accueil pour les jeunes enfants de mères démunies. Il y a un besoin urgent de mise en place de crèches, publiques ou financées par les communautés, destinées aux mères travaillant en milieu rural, et de structures financées par l'État ou le secteur privé pour celles employées dans le secteur industriel.

OMD 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



Beaucoup de femmes sont productrices de biens agricoles. À la différence des hommes, qui ont de plus grandes chances d'entreprendre une activité non agricole, les femmes dépendent principalement de l'agriculture pour s'alimenter et disposer d'un revenu pour leurs familles. Améliorer l'agriculture peut donc contribuer de manière fondamentale à l'augmentation des revenus et à l'autonomisation économique des femmes. Par ailleurs, celles-ci auront davantage de temps libre pour s'occuper des enfants, et éventuellement choisir des emplois qualifiés dans d'autres secteurs, si des améliorations technologiques allègent le temps de travail dans l'agriculture et accroissent les revenus horaires (en particulier les cultures à haute valeur ajoutée).

La question du manque de temps pour la femme est l'un des obstacles principaux dans la promotion de l'égalité des sexes. Même dans le cas des femmes diplômées ayant une activité professionnelle, les employeurs et les communautés ne tiennent pas compte du fardeau 'temps' supporté par les femmes : s'occuper des enfants, du ménage et, en même temps, s'efforcer de garder un emploi rémunérateur. Les femmes et les filles des ménages ruraux pauvres relèvent un défi encore plus grand à l'égard du temps dans la mesure où le manque d'investissements en distribution d'eau et d'énergie, en assainissement et en transport, rendent les travaux agricoles et ménagers encore plus difficiles.



Les stratégies de développement rural qui investissent dans les infrastructures basées sur les besoins des femmes devraient améliorer les perspectives pour l'agriculture et aboutir à des résultats plus équitables pour, à la fois, les hommes et les femmes.

Les femmes agricultrices doivent également être en mesure d'accéder aux ressources financières disponibles pour les hommes, comme le crédit, sans quoi elles sont condamnées à vivre dans l'ombre économique des hommes. Sans parité économique, les femmes sont en outre beaucoup plus vulnérables que les hommes aux chocs économiques et aux comportements à haut risque. Par exemple, les femmes économiquement démunies ont sans doute peu de possibilités de négocier l'usage des préservatifs et plus de probabilités de demeurer dans des relations abusives. Les femmes s'autonomisent en accédant aussi de façon sûre aux ressources et aux droits de propriété dont elles ont besoin pour faire de l'agriculture leur source de revenus, et en ayant le contrôle de leur production agricole et de leurs revenus. Les réformes agraires menées en Amérique Latine à la fin des années 1980 et au début des années 1990, par exemple, ont attribué des titres fonciers conjoints aux hommes et aux femmes, ce qui a sensiblement amélioré la condition des femmes dans les communautés rurales.

Des droits légaux et économiques plus équitables pour les femmes garantiront à ces dernières la qualité de vie inhérente aux progrès de l'agriculture. Une telle égalité, à son tour, stimulera la productivité agricole.

OMD 4. Réduire la mortalité infantile

Les liens entre l'agriculture et la mortalité infantile, bien qu'indirects, sont importants. La malnutrition, qui diminue la capacité de résistance aux maladies infantiles les plus bénignes, est en effet responsable de la moitié des décès des enfants. Ainsi, les enfants dont le poids est inférieur aux normes sont deux fois plus exposés à une mort prématurée que les enfants d'un poids normal, et le risque de mort augmente cinq à huit fois chez ceux modérément ou gravement sous-alimentés. En outre, l'absence de micronutriments essentiels accentue la vulnérabilité des enfants pauvres devant la maladie. La mortalité infantile frappe particulièrement dans les zones rurales où, proportionnellement, plus d'enfants meurent avant l'âge de cinq ans que dans les zones urbaines. Accroître la production alimentaire et améliorer la qualité des régimes alimentaires des enfants contribuera à réduire la malnutrition et la mortalité infantile, en particulier dans les zones rurales. Des revenus plus élevés, issus d'une croissance économique pilotée par la production agricole, donneront aux ménages l'opportunité de dépenser davantage pour la nourriture et la santé et réduire ainsi le taux de mortalité infantile.

Finalement, le problème de la mortalité infantile est le résultat d'une combinaison de conditions de vie précaires, dont un régime alimentaire déficient, et des difficultés d'accès aux systèmes de santé. Il est

peu surprenant que la pauvreté soit associée à l'ensemble des problèmes de santé soulevés par les OMD.

Tirer les personnes hors de la pauvreté en renforçant leurs capacités de gains aiderait à résoudre les principaux problèmes de santé. L'agriculture et la croissance rurale participent à cet effet positif sur la santé durant les étapes initiales du développement économique.

OMD 5. Améliorer la santé maternelle

Les femmes doivent être en bonne santé pour s'occuper correctement de leurs enfants ; des femmes indépendantes, instruites et ayant accès aux ressources adéquates sont beaucoup plus en mesure de s'occuper d'elles-mêmes. Réaliser les OMD relatifs à l'éducation et au renforcement de la capacité des femmes en accroissant la productivité agricole peut donc indirectement signifier une meilleure santé pour ces dernières.

L'agriculture peut également être bénéfique à la santé maternelle par le biais de la qualité des régimes alimentaires. La qualité et la quantité de nourriture à la disposition des femmes affectent leur santé, et les effets de la malnutrition sur la santé reproductive sont bien documentés. Les femmes dont les systèmes immunitaires sont affaiblis en raison d'une nourriture insuffisante ont une probabilité plus élevée de contracter des infections et de souffrir de complications durant la grossesse. La santé maternelle dépend également d'une bonne sécurité nutritionnelle tout au long de l'adolescence de la jeune fille, bien avant l'âge de procréer.

En outre, les micronutriments tels que le fer, le zinc, et la vitamine A sont particulièrement importants car, tout autant que les enfants en bas âge, les femmes souffrent davantage d'insuffisance nutritionnelle. L'anémie, provoquée par un manque de



fer, est particulièrement préjudiciable parce qu'elle frappe durement les femmes pendant leur grossesse, l'accouchement et les premiers mois suivant

l'accouchement. Elle tue ainsi chaque année plus de 65.000 femmes. Pour surmonter de tels problèmes de santé, nous devons enrichir les régimes alimentaires, compléter les aliments en micronutriments et mettre au point des cultures de base riches en nutriments. Le programme « HarvestPlus » du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) a déjà sélectionné de telles variétés, apportant ainsi une contribution agricole à la résolution du problème 'de la faim cachée'.

Améliorer l'alimentation et la sécurité nutritionnelle des ménages pauvres par le biais de l'agriculture et s'assurer d'une distribution équitable de la nourriture au sein de ces ménages constitue deux étapes majeures vers l'amélioration de la santé maternelle.

OMD 6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

Les rôles que jouent l'agriculture, l'alimentation et la sécurité nutritionnelle dans la lutte contre le VIH/sida restent sous-estimés. Une perspective holistique est ici nécessaire. Un secteur agricole dynamique peut réduire les comportements économiques à risque, augmenter la demande en éducation et en santé tout en fournissant une alimentation suffisante pour mener une vie saine et, le cas échéant, combattre la maladie. Par contre, un secteur agricole léthargique peut sérieusement saper les tentatives pour limiter la diffusion du VIH/sida et des autres maladies. Une agriculture stagnante peut conduire les personnes pauvres à faire des choix risqués et s'engager dans des activités économiques mettant en péril leur santé. Parce qu'elles ont besoin jusqu'à 50 pourcent de

L'AGRICULTURE, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE
JOUENT UN RÔLE IMPORTANT, MAIS QUI RESTE
SOUS-ESTIMÉ, DANS LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA.



nouvelles variétés de riz à haut rendement et la diversification des récoltes.

De façon générale, la mise en place des ressources pour le secteur agricole et la santé doit se faire de manière coordonnée, afin de réaliser les OMD relatifs aux maladies et relever les défis communs de la réduction de la pauvreté et de l'éradication des maladies. Combattre le VIH/sida est particulièrement crucial car cette maladie décime les populations rurales et élimine la main-d'oeuvre dans un certain nombre de pays.

OMD 7. Assurer un environnement durable

plus de protéines et 15 pourcent de plus de calories que les individus en bonne santé, les personnes vivant avec le VIH risquent de développer plus rapidement le sida sans des aliments et un régime appropriés. De même, les femmes enceintes infectées par le VIH ont tendance à transmettre la maladie à leurs enfants lorsque ces derniers sont sous ou mal nourris. Outre les liens directs entre la qualité du régime alimentaire et la gravité de la maladie, la pauvreté et le VIH/sida sont étroitement corrélés. Les groupes marginalisés sont en effet plus fragiles devant la maladie dans la mesure où ils ont un accès limité aux mécanismes permettant d'y faire face, tels que les réseaux de solidarité et la vente de biens.

La tuberculose est également associée à la malnutrition et à la pauvreté. Les personnes ayant un régime alimentaire déficient, ne comportant pas de micronutriments essentiels, comme le fer, la vitamine D et le zinc, ont plus de chances de contracter la maladie, de progresser rapidement vers la tuberculose active et une mort prématurée.

Quant au paludisme, les liens susmentionnés entre la maladie et le niveau des revenus d'une part, et la qualité du régime alimentaire d'autre part, sont exacerbés par le rapport direct entre l'agriculture et la diffusion de la maladie. L'Initiative Globale sur le Paludisme et l'Agriculture (SIMA), projet récent lancé par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), vise à approfondir notre connaissance des relations entre agriculture et paludisme. Ce projet recherche de nouveaux moyens de contrôler la propagation du paludisme à travers l'adoption de pratiques agricoles favorables. Deux stratégies ont été suggérées, à savoir l'emploi de

La Déclaration du Millénaire vise un certain nombre de questions environnementales, parmi lesquelles la biodiversité, les habitats naturels critiques, l'utilisation de l'énergie, le changement climatique global, l'eau potable, l'hygiène publique ainsi que l'habitat précaire urbain. Un secteur agricole productif peut réduire la pression sur tous ces aspects, mais ce résultat n'est pas systématique. En fait, nombreuses sont les pratiques agricoles qui améliorent la productivité aux dépens de l'environnement. Dans le passé, des politiques inadéquates tendant à augmenter la production agricole ont eu pour conséquence la dégradation des sols, une plus grande concentration des gaz à effet de serre, la pollution marine, la surexploitation des réserves piscicoles et la disparition d'habitats naturels inestimables. D'une manière générale, les populations victimes de la faim et d'insécurité nutritionnelle tentent de sauvegarder leur environnement, mais ils échouent souvent par manque de ressources et de capacité d'action collective locale organisée.

Il faut y ajouter certains dysfonctionnements des marchés agricoles, reconnus pour avoir contribué à la détérioration de l'environnement. Certains des exemples les plus frappants concernent la surexploitation des ressources naturelles dans des zones où les droits de propriété ne sont pas clairement définis, et là où les subventions encouragent les mauvaises pratiques de gestion des ressources. Les subventions agricoles ayant un impact destructif sur l'environnement doivent être supprimées et les fonds d'aide redistribués en faveur de politiques soutenant les approches écologiques favorables au développement agricole durable.



Pour que les programmes de développement agricole soient écologiquement viables, il est nécessaire de prendre en considération leurs coûts et bénéfices environnementaux sur le long terme. Des politiques et des réglementations doivent également être en place afin d'encourager l'utilisation optimale – et non excessive – de l'énergie, de l'eau, des engrais et des pesticides. Une gestion rigoureuse de l'eau dans l'agriculture est essentielle pour sécuriser l'accès à l'eau potable, prévenir des maladies transmissibles par l'eau et limiter le gaspillage des ressources. En même temps, la croissance économique engendrée par le développement de l'agriculture générera des revenus publics grâce auxquels les gouvernements pourront fournir des ressources en eau potable et de meilleures installations sanitaires ; et avec des revenus plus élevés, les ménages agricoles pourront investir dans ces besoins essentiels.

Le problème d'une meilleure gestion des ressources se pose également en zone urbaine. Par exemple, dans la plupart des pays en développement, les subventions de l'hydraulique urbaine vont de manière disproportionnée aux nantis du fait de leur connexion au système public. Les pauvres des villes, qui doivent compter sur les vendeurs d'eau, paient l'eau beaucoup plus cher que les citoyens aisés. La suppression de telles subventions et l'utilisation des fonds disponibles pour financer une distribution plus équitable de l'eau courante seraient bénéfiques aux pauvres.

OMD 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Combattre les problèmes de développement va nécessiter l'établissement d'une coopération étroite entre les pays, aux échelons régional et international, afin d'aborder un large éventail de problématiques. Le dernier OMD, qui tente de répondre à ce besoin, s'est fixé de nombreuses cibles à atteindre. Une d'entre-elles concerne la création d'emplois pour les jeunes, en particulier les emplois dans les zones rurales et les petites villes. Les conditions économiques, politiques, et institutionnelles qui facilitent le développement agricole peuvent faire une grande différence. Bien qu'initialement, les emplois seront majoritairement créés dans l'agriculture, ils devraient se déployer dans d'autres secteurs une fois la croissance économique lancée par la croissance agricole.

L'agriculture devra également être prise en considération dans le cadre des autres objectifs du OMD 8. Par exemple, en instituant un « système commercial et financier multilatéral ouvert, prévisible, non discriminatoire et fondé sur des règles » (un des objectifs), la priorité devrait être donnée à l'harmonisation et la rationalisation du commerce agricole mondial, en raison de son impact direct et positif sur les petits producteurs. En même temps, il

faudra prendre en compte les besoins spécifiques des producteurs agricoles pauvres afin que ce groupe vulnérable puisse bénéficier, autant que possible, du commerce ainsi généré. Par exemple, les décideurs devront s'assurer que les stratégies de réduction de la pauvreté (comme celles développées sous l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés – PPTE) soient clairement liées au développement agricole, ceci en raison de la forte corrélation entre la réduction de la pauvreté et l'agriculture.

La création d'un partenariat mondial pour le développement exige des engagements accrus de la part des acteurs mondiaux et nationaux en faveur d'une croissance bénéfique aux pauvres. La refonte du système du commerce international constitue un exemple d'un tel engagement. Une aide financière extérieure mieux ciblée, plus importante, financée sur des bases durables, et la promotion d'investissements étrangers durables en sont d'autres exemples. De tels efforts sont essentiels pour renforcer la capacité domestique des pays en développement et pour réaliser les OMD.

Enfin, il est fondamental qu'une collaboration s'établisse entre les organismes internationaux, les institutions de recherche internationales et locales et la société civile, pour l'élaboration de programmes de recherche et de recommandations politiques cohérentes et utilisables, ainsi que pour le contrôle et l'évaluation des politiques actuelles. Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) est un exemple de collaboration internationale qui démontre la force des partenariats dans la promotion du bien public en milieu rural.

Les actions politiques nécessaires à la réalisation des OMD

Les progrès effectués dans le sens des OMD sont suivis par de nombreuses organisations de la société civile et rapportés par les médias. Des pays sont en train de modifier leurs politiques et programmes afin d'y apporter les changements nécessaires à la réalisation de ces objectifs. Tant que ces efforts sont en cours, toute évaluation des progrès réalisés doit tenir compte du fait qu'une politique d'actions participatives prend du temps à se constituer,

passant de buts abstraits à des changements de politique, à l'investissement, la mise en œuvre, et pour finir, aux résultats. Evaluer les progrès suivant cette série de séquences implique donc d'être attentif aux phases de transition, depuis les discours en faveur du développement, l'adoption de documents engageant les financements nécessaires, la conception de politiques économiques concrètes accompagnées des allocations budgétaires adéquates, jusqu'à la mise en place d'activités ayant un impact sur le terrain. Tout au long de ce processus, il faut rester conscient des réalités politiques et économiques qui accompagnent de tels changements. Dès lors, il s'agit de tempérer nos attentes d'un développement rapide, en reconnaissant que les changements de politique mettent du temps à se réaliser, même si, au bout du compte, de véritables résultats sont attendus.

La déclaration des OMD ne datant que de quelques années, la plupart des actions entreprises jusqu'à présent se situent entre l'étape des « déclarations » et celle des « initiatives » (voir le tableau). Durant ces phases initiales, les décideurs ont fait des progrès certains pour promouvoir le rôle de l'agriculture, de la nourriture et de la sécurité alimentaire dans le processus de développement. Cependant, il reste encore à voir des résultats concrets quant à la réalisation des OMD, car ceux-ci risquent de ne pas être atteints au rythme actuel des changements. Le passage à la phase « actions et investissements » est maintenant critique.

Les étapes entre les objectifs et les résultats



Une stratégie de développement englobant l'ensemble des objectifs est requise afin que les efforts liés aux OMD soient fructueux. Les stratégies, variables d'un pays à l'autre en raison des ressources et des conditions institutionnelles, seront conçues sur mesure pour répondre aux besoins spécifiques et aux circonstances. Les climats politiques et économiques doivent être pris en compte, de même que les caractéristiques historiques, culturelles et géographiques. En même temps, chacun des objectifs doit être atteint, ce qui requiert une action spécifique dans un contexte général. Par exemple, pour ce qui concerne l'objectif de réduire la faim de moitié, le Groupe de Travail sur la Faim a fait sept recommandations concrètes aux niveaux mondial, national et des communautés locales.

Les mesures de politique économique qui améliorent la productivité agricole, la nourriture et la sécurité alimentaire sont les composantes essentielles d'une stratégie OMD réussie. Sont également nécessaires d'autres politiques nationales et internationales pouvant stimuler le secteur agricole. Appuyer l'essor de l'agriculture dans les pays à faibles revenus revient généralement à opter pour une croissance en faveur des pauvres, notamment lorsque cette croissance est associée à un meilleur accès des petits agriculteurs aux marchés.

Les simulations montrent l'importance vitale d'un accès aisé aux marchés, d'où le besoin d'investir davantage dans les infrastructures telles que les routes et les ponts. Ces investissements sont particulièrement importants pour l'Afrique subsaharienne. Le partenariat public-privé fournit efficacement infrastructures et services sociaux là où les efforts du secteur public seul se sont avérés inadéquats. En outre, les investissements en infrastructures doivent être rattachés à une politique nationale de réduction de la pauvreté, ainsi qu'à une stratégie générale de développement. Le manque de coordination aux échelons nationaux et régionaux, et au niveau des donateurs, conduit au gaspillage. Par exemple, construire des écoles sans les routes qui y mènent signifie inévitablement des classes vides.

La durabilité des investissements dépend beaucoup du sentiment d'appropriation et de participation. Les communautés locales, en particulier celles où



les hommes et les femmes vivent dans des conditions économiques difficiles, doivent être pleinement impliqués dans tous les projets d'investissements, en s'enquérant de leurs

besoins et de leur capacité à maintenir de nouvelles infrastructures. Ceci suppose que nous changions notre conception du développement ; nous devons nous départir du terme de « bénéficiaires » pour le remplacer par celui de « partenaires » et intégrer les conséquences de ce changement terminologique.

Les mesures évoquées vont se traduire par une hausse de la croissance économique qui, toutefois, ne garantira pas à elle-seule une réduction rapide de la malnutrition. Les politiques de croissance doivent être accompagnées d'interventions ciblées sur la nutrition, tels que les programmes de nutrition communautaires et les dispositifs globaux de protection sociale. Dans le futur, au-delà de l'échéance 2015, les dispositifs et les politiques de protection sociale seront indispensables pour faire face aux problèmes de faim et de pauvreté persistants dans les pays en développement. Pour financer ces mesures, il faut pouvoir stimuler la croissance économique de manière continue et développer de nouvelles institutions, comme les systèmes d'assurances, qui renforcent les capacités des pauvres à faire face aux risques associés à la santé et aux revenus.

Cependant, la mauvaise gouvernance contrarie souvent la mise en place des politiques et des réformes économiques appropriées. Liée à la corruption et au manque de compétence ou d'information, la gouvernance pose un problème majeur quant à la réalisation des OMD. Pour de nombreux experts, les impasses rencontrées dans la lutte contre la pauvreté et la faim s'expliquent par le manque de volonté politique aux échelons nationaux et internationaux. Si les moyens de surmonter cet obstacle demeurent incertains, il apparaît toutefois impératif de donner la parole aux communautés pauvres et de rendre les gouvernements responsables de leurs actions. Les gouvernements sont plus attentifs aux besoins et aux exigences des démunis lorsque ces derniers ont la possibilité d'exercer leurs droits civiques et politiques.



LES ACTIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE DANS LES DOMAINES DÉCISIFS DE LA PRODUCTIVITÉ DE L'AGRICULTURE DURABLE, DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE CONSTITUENT DES RÉPONSES ESSENTIELLES POUR ATTEINDRE, DE FAÇON EFFECTIVE ET RESPONSABLE, LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT.

Des expériences récentes au Brésil, en Chine, en Ethiopie, en Inde et en Ouganda, qui ont accru la participation des populations rurales pauvres à la formulation et la mise en place des politiques économiques, suggèrent de nouvelles méthodes à suivre pour développer et mettre en oeuvre les initiatives de développement en milieu rural. Ainsi, l'encouragement à la décentralisation et la délégation des prises de décision a accru la participation des pauvres aux processus de décision concernant le développement rural.

Les conflits internes et internationaux menacent également les efforts de réduction de la faim et de la pauvreté. La prévention et l'arrêt des conflits violents reste donc une entreprise nécessaire dans les nombreux pays en développement qui souhaitent stabiliser les zones rurales et améliorer les conditions de vie de leurs citoyens. Un développement agricole et rural conçu selon la stratégie des OMD n'a aucune chance là où la violence et la guerre persistent.

À lire :

www.developmentgoals.org

www.unmillenniumproject.org

Shaohua Chen and Martin Ravallion. 2004. "How Have the World's Poorest Fared Since the Early 1980s?," Washington, D.C.: World Bank Development Research Group.

www.worldbank.org/research/povmonitor/MartinPapers/How_have_the_poorest_fared_since_the_early_1980s.pdf

Food and Agriculture Organization of the United Nations. 2003. *The State of Food Insecurity in the World*. Rome: FAO. www.fao.org/sof/sofi/index_en.htm

UN System Standing Committee on Nutrition. 2004. *5th Report on the World Nutrition Situation*. Geneva: SCN. <http://www.unsystem.org/scn/Publications/AnnualMeeting>

Il est prometteur que le rapport concernant les progrès – ou le manque de progrès – dans l'accomplissement des OMD ait retenu l'attention générale. Y ont fait suite des appels croissants à la responsabilité et aux mesures ayant un impact réel sur les populations, appels que les gouvernements, les organisations de la société civile et les entreprises privées ne peuvent plus ignorer. Les mesures de politique économique dans les domaines critiques de la productivité agricole durable, la nourriture et la sécurité alimentaire seront essentielles pour répondre efficacement, et de manière responsable, aux Objectifs du Millénaire pour le Développement.



Photos

Toutes les photos sont classées de gauche à droite sur la page

Photo de couverture © 2004 FIDA/Jim Holmes

Page 1 © 2004 FIDA/Louis Dematteis
© 2004 IFPRI/Carole Douglis
© 2004 Panos Pictures/Paul Lowe
© 2004 Panos Pictures/Giacomo Pirozzi

Page 2 © 2003 FIDA/R. Grossman
© 2004 Panos Pictures/Caroline Penn

Page 3 © 2004 Panos Pictures/Jim Holmes

Page 4 © 2004 Panos Pictures/Paul Lowe

Page 6 © 2004 FIDA/Anwar Hossain
© 2004 FIDA/Susan Beccio
© 2004 FIDA/Horst Wagner

Page 7 © 2004 Panos Pictures/Fredrik Naumann

Page 8 © 2004 FIDA/Anwar Hossain
© 2002 OMS/P. Virot

Page 9 © 2004 Panos Pictures/Liba Taylor
© 2004 Panos Pictures/Sean Sprague

Page 10 © 1975 Banque mondiale/Ray Witlin

Page 11 © 2004 Panos Pictures/Sean Sprague
© 2002 OMS/P. Virot

Page 12 © 2004 FIDA/Franco Mattioli
© 2004 FIDA/Louis Dematteis
© 2004 FIDA/Anwar Hossain

Page 14 © 2004 Panos Pictures/Giacomo Pirozzi

Page 15 © 2004 Panos Pictures/Jacob Silberberg
© 2002 OMS/P. Virot

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE

IFPRI Siège

2033 K Street, NW
Washington, DC 20006-1002 USA
Tél.: +1-202-862-5600
Fax: +1-202-467-4439
Email: ifpri@cgiar.org

IFPRI Addis-Abeba

P. O. Box 5689
Addis Ababa, Ethiopia
Tél.: +251-1-463-215
Fax: +251-1-461-252
Email: ifpri-addisababa@cgiar.org

IFPRI New Delhi

CG Block, NASC Complex, PUSA
New Delhi 110 012 India
Tél.: +91 11 5517-0178
Email: ifpri-newdelhi@cgiar.org

www.ifpri.org

Joachim von Braun est Directeur Général de l'IFPRI. **M. S. Swaminathan** est Président de la M.S. Swaminathan Research Foundation, coordinateur du groupe de travail sur la faim du projet du Millénaire et Président des Pugwash Conferences on Science and World Affairs. **Mark W. Rosegrant** est Directeur de la division Environment and Production Technology de l'IFPRI.

Copyright © 2005 International Food Policy Research Institute. Tous droits réservés. Ce document peut être partiellement reproduit sans permission expresse, mais en mentionnant que les extraits proviennent de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Pour une reproduction du texte complet, contacter ifpri-copyright@cgiar.org

ISBN 0-89629-746-2



9 780896 129746 3